République Française. Liberté, Égalité, Fraternité.
Accueil Légifrance.fr - le service public de la diffusion du droit

Décret n° 2024-77 du 2 février 2024 pris pour l'application des articles 8, 9 et 9-1 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée relative à la transparence financière de la vie politique

NOR : IOMA2402759D
Accéder à la version consolidée
ELI : https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2024/2/2/IOMA2402759D/jo/texte
Alias : https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2024/2/2/2024-77/jo/texte
JORF n°0029 du 4 février 2024
Texte n° 6

Version initiale

Publics concernés : partis et groupements politiques.
Objet : répartition de l'aide publique aux partis et groupements politiques pour l'année 2024.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Notice : la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée relative à la transparence financière de la vie politique pose le principe d'un financement public des partis et groupements politiques. Le montant de cette aide publique est partagé en deux fractions égales.
La première fraction est répartie entre les partis et groupements politiques en fonction du nombre de suffrages qu'ils ont obtenus lors du dernier renouvellement de l'Assemblée nationale, sous réserve qu'ils aient respecté leurs obligations comptables au titre de l'année 2022, en application des dispositions de l'article 11-7 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988. Le montant de cette fraction est minoré pour les formations politiques qui n'ont pas respecté l'obligation de parité des candidatures lors du renouvellement général de l'Assemblée nationale (art. 9-1 de la loi du 11 mars 1988).
La seconde fraction, spécifiquement destinée au financement des partis et groupements politiques représentés au Parlement, est répartie en fonction du nombre de parlementaires ayant déclaré se rattacher à chacun d'entre eux au cours du mois de novembre 2023.
Références : articles 8, 9, 9-1 et 11 de la loi du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique. Le décret peut être consulté sur le site Légifrance (https://www.legifrance.gouv.fr/).

Le Premier ministre,
Sur le rapport du ministre de l'intérieur et des outre-mer,
Vu la Constitution, notamment son article 4 ;
Vu le code électoral, notamment ses articles LO 128, L. 154 à L. 163 et R. 98 à R. 102 ;
Vu la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée relative à la transparence financière de la vie politique ;
Vu la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 ;
Vu le décret n° 2022-648 du 25 avril 2022 portant convocation des électeurs pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale ;
Vu l'ensemble des décisions du Conseil constitutionnel du 10 mars 2023 au 7 juillet 2023 déclarant inéligibles certains candidats aux élections législatives de juin 2022 en application de l'article LO 128 du code électoral ;
Vu la communication adressée le 24 octobre 2023 à la Première ministre par le président de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques relative au respect par les partis politiques éligibles à l'aide publique des obligations prévues à l'article 11-7 de la loi du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique au titre de l'exercice 2022, complétée par la communication adressée le 15 janvier 2024 au Premier ministre par le président de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques relative à l'examen du recours gracieux effectué par le parti A HERE IA PORINETIA ;
Vu les communications adressées le 7 décembre 2023 à la Première ministre par la présidente de l'Assemblée nationale au nom du bureau en application des dispositions du huitième alinéa de l'article 9 de la loi du 11 mars 1998 précitée ;
Vu la communication adressée le 14 décembre 2023 à la Première ministre par le président du Sénat au nom du bureau en

application des dispositions du huitième alinéa de l'article 9 de la loi du 11 mars 1998 précitée,
Décrète :

Article 1

Le montant des aides attribuées aux partis et groupements politiques en application des articles 8, 9 et 9-1 de la loi du 11 mars 1988 susvisée est fixé pour l'année 2024 à 66 438 848,34 euros.
Le montant de la première fraction des aides attribuées aux partis et groupements politiques visés aux deuxième et troisième alinéas de l'article 9 de la loi du 11 mars 1988 précitée est fixé à 32 251 989,49 euros.
Le montant de la seconde fraction des aides attribuées aux partis et groupements politiques visés au septième alinéa de l'article 9 de la loi du 11 mars 1988 susmentionnée est fixé à 34 186 858,85 euros.

Article 2

La somme mentionnée au deuxième alinéa de l'article 1er est répartie entre les partis et groupements politiques conformément à l'annexe I au présent décret.

Article 3

La somme mentionnée au troisième alinéa de l'article 1er est répartie entre les partis et groupements politiques conformément à l'annexe II au présent décret.

Article 4

En application de l'article 11 de la loi du 11 mars 1988 susvisée, chacun des partis et groupements politiques figurant, soit à l'annexe I, soit à l'annexe II, fait connaître au ministre de l'intérieur et des outre-mer (1) l'identité, le numéro SIRET, ou le numéro INSEE, ainsi que le numéro de compte bancaire de son mandataire financier, ou association de financement, sur le compte duquel devra être versée la somme qui lui est attribuée.

Article 5

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Annexe

ANNEXES
ANNEXE I
PARTIS ET GROUPEMENTS POLITIQUES BÉNÉFICIAIRES DE LA PREMIÈRE FRACTION DE L'AIDE PUBLIQUE POUR 2024

I. - Partis et groupements politiques ayant présenté des candidats dans au moins 50 circonscriptions (métropole)	Nombre de voix prises en compte	Nombre de candidats femmes	Nombre de candidats hommes	Montant de la modulation parité	Répartition première fraction de l'aide publique 2024 compte tenu de la modulation parité
ENSEMBLE POUR LA MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE	**5 787 451**	**264**	**284**	**510 901,92 €**	**8 821 573,24 €**
RASSEMBLEMENT NATIONAL	**4 215 614**	**280**	**287**	**0,00 €**	**6 797 830,85 €**
LA FRANCE INSOUMISE	**3 269 593**	**169**	**164**	**0,00 €**	**5 272 337,59 €**
LES RÉPUBLICAINS	**2 225 935**	**157**	**256**	**1 290 620,02**	**2 298 781,10 €**

				€	
EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS	1 133 409	54	51	78 328,43 €	1 749 334,80 €
RECONQUÊTE	943 980	272	279	0,00 €	1 522 202,08 €
PARTI SOCIALISTE	850 030	36	37	0,00 €	1 370 704,29 €
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS	530 464	28	27	0,00 €	855 392,49 €
RÉGIONS ET PEUPLES SOLIDAIRES	360 177	152	153	0,00 €	580 919,52 €
PARTI ANIMALISTE	254 927	207	214	0,00 €	411 079,06 €
PARTI RADICAL DE GAUCHE	260 226	43	48	34 584,39 €	385 039,50 €
UNION DES DÉMOCRATES EUROPÉENS, CENTRISTES ET INDÉPENDANTS	235 347	41	40	0,00 €	379 505,60 €
LUTTE OUVRIÈRE	229 844	277	277	0,00 €	370 631,80 €
LES ÉCOLOGISTES - MOUVEMENT ÉCOLOGISTE INDÉPENDANT	177 054	93	112	39 917,83 €	249 981,67 €
ÉCOLOGIE AU CENTRE	131 080	97	90	11 868,44 €	199 502,82 €
LES PATRIOTES	123 096	109	110	0,00 €	198 496,78 €
DEBOUT LA FRANCE	123 088	95	84	18 296,00 €	180 187,88 €
ALLIANCE CENTRISTE	99 192	40	43	8 672,03 €	151 278,68 €
GAUCHE RÉPUBLICAINE ET SOCIALISTE	98 554	43	49	15 546,70 €	143 375,20 €
LE MOUVEMENT DE LA RURALITÉ	62 895	41	49	13 522,73 €	87 897,75 €
Sous total I	21 111 956	2 498	2 654	2 022 258,49 €	32 026 052,70 €

Annexe

ANNEXE I
(Suite)

II. - Partis et groupements politiques ayant présenté des candidats exclusivement outre-mer	Nombre de voix prises en compte	Nombre de candidats femmes	Nombre de candidats hommes	Montant de la modulation parité	Répartition première fraction de l'aide publique 2024 compte tenu de la modulation parité
TAPURA HUIRAATIRA	30 758	2	1	0,00 €	49 598,39 €
POUR LA RÉUNION	15 520	1	1	0,00 €	25 026,57 €
PÉYI-A	13 487	1	2	0,00 €	21 748,28 €
PROGRÈS 974	13 197	1	0	0,00 €	21 280,64 €
LE RASSEMBLEMENT-LES RÉPUBLICAINS	12 860	1	1	0,00 €	20 737,22 €
A HERE IA PORINETIA	11 668	1	2	0,00 €	18 815,07 €
ASSOCIATION AMBITION REUNION	10 255	1	1	0,00 €	16 536,56 €
RÉUNION LIBRE	8 658	1	1	0,00 €	13 961,34 €
AMUITAHIRA'A O TE NUNA'A MAOHI	8 441	2	1	0,00 €	13 611,42 €
PARTI PROGRESSISTE DÉMOCRATIQUE GUADELOUPÉEN	7 896	1	1	0,00 €	12 732,58 €
PARTI PROGRESSISTE MARTINIQUAIS	4 471	0	1	0,00 €	7 209,65 €
PARTI DU MOUVEMENT POPULAIRE FRANCISCAIN	1 179	0	1	0,00 €	1 901,18 €
MOUVEMENT DES CITOYENS FRANÇAIS DE NOUVELLE-CALÉDONIE	645	0	1	0,00 €	1 040,08 €
UNION DES DÉMOCRATES ET DES ÉCOLOGISTES DE MARTINIQUE	590	0	1	0,00 €	951,40 €
PARTI COMMUNISTE RÉUNIONNAIS	488	1	2	0,00 €	786,91 €
LE PEUPLE AUX COMMANDES DU TERRITOIRE	9 129	0	2	14 722,78 €	0,00 €

MOUVEMENT INDEPENDANTISTE MARTINIQUAIS	11 705	0	3	18 874,73 €	0,00 €
RÉZISTAN'S ÉGALITÉ 974	17 048	0	3	27 490,53 €	0,00 €
PARTI RADICAL - non éligible en 2024	-	1	0	0,00 €	-0,04 €
HAU MA'OHI TI'AMA - non éligible en 2024	-	1	0	0,00 €	-0,08 €
BÂTIR LE PAYS MARTINIQUE - non éligible en 2024	-	0	1	0,00 €	-0,38 €
Sous-total II	177 995	15	26	61 088,04 €	225 936,79 €

Annexe

ANNEXE II

PARTIS ET GROUPEMENTS POLITIQUES BÉNÉFICIAIRES DE LA SECONDE FRACTION DE L'AIDE PUBLIQUE POUR 2024

PARTIS ET GROUPEMENTS POLITIQUES représentés au parlement	NOMBRE DE PARLEMENTAIRES ouvrant droit au versement de l'aide publique			MONTANT de la seconde fraction de l'aide publique attribuée pour 2024
	Nombre de députés	Nombre de sénateurs	Total	
ENSEMBLE POUR LA MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE	248	39	287	10 653 233,98 €
LES RÉPUBLICAINS	63	131	194	7 201 140,74 €
RASSEMBLEMENT NATIONAL	88	3	91	3 377 854,68 €
PARTI SOCIALISTE	27	62	89	3 303 616,11 €
LA FRANCE INSOUMISE	72	0	72	2 672 588,32 €
UNION DES DÉMOCRATES EUROPÉENS, CENTRISTES ET INDÉPENDANTS	5	45	50	1 855 964,11 €
EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS	23	16	39	1 447 652,00 €
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS	17	17	34	1 262 055,59 €
ALLIANCE CENTRISTE	3	13	16	593 908,51 €
PARTI RADICAL DE GAUCHE	4	10	14	519 669,95 €

RÉGIONS ET PEUPLES SOLIDAIRES	12	1	13	482 550,67 €
PARTI PROGRESSISTE DÉMOCRATIQUE GUADELOUPÉEN	2	1	3	111 357,85 €
PÉYI-A	3	0	3	111 357,85 €
POUR LA RÉUNION	2	1	3	111 357,85 €
ASSOCIATION AMBITION REUNION	1	1	2	74 238,56 €
PARTI DU MOUVEMENT POPULAIRE FRANCISCAIN	0	2	2	74 238,56 €
GAUCHE RÉPUBLICAINE ET SOCIALISTE	0	1	1	37 119,28 €
PARTI PROGRESSISTE MARTINIQUAIS	1	0	1	37 119,28 €
RÉZISTAN'S ÉGALITÉ 974	2	0	2	74 238,56 €
DEBOUT LA FRANCE	1	0	1	37 119,28 €
PROGRÈS 974	1	0	1	37 119,28 €
RECONQUÊTE	0	1	1	37 119,28 €
RÉUNION LIBRE	1	0	1	37 119,28 €
TAPURA HUIRAATIRA	0	1	1	37 119,28 €
AMUITAHIRA'A O TE NUNA'A MAOHI	0	0	0	- €
ÉCOLOGIE AU CENTRE	0	0	0	- €
LE MOUVEMENT DE LA RURALITÉ	0	0	0	- €
LE PEUPLE AUX COMMANDES DU TERRITOIRE	0	0	0	- €
LES ÉCOLOGISTES - MOUVEMENT ÉCOLOGISTE INDÉPENDANT	0	0	0	- €
LE RASSEMBLEMENT- LES RÉPUBLICAINS	0	0	0	- €
MOUVEMENT DES CITOYENS FRANÇAIS DE NOUVELLE-CALÉDONIE	0	0	0	- €
LES PATRIOTES	0	0	0	- €

LUTTE OUVRIÈRE	**0**	**0**	**0**	**- €**
MOUVEMENT INDEPENDANTISTE MARTINIQUAIS	**0**	**0**	**0**	**- €**
PARTI ANIMALISTE	**0**	**0**	**0**	**- €**
PARTI COMMUNISTE RÉUNIONNAIS	**0**	**0**	**0**	**- €**
UNION DES DÉMOCRATES ET DES ÉCOLOGISTES DE MARTINIQUE	**0**	**0**	**0**	**- €**
TOTAL DES PARLEMENTAIRES RATTACHES	**576**	**345**	**921**	**34 186 858,85 €**
PARLEMENTAIRES NON RATTACHÉS/NON DÉCLARÉS	**1**	**3**	**4**	**148 477,15 €**

Fait le 2 février 2024.

Gabriel Attal
Par le Premier ministre :

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer,
Gérald Darmanin

(1) Secrétariat général (direction du management de l'administration territoriale et de l'encadrement supérieur, bureau des élections politiques), place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.